

ASSOCIATION IDé

43 rue Villedieu

BP 56

25701 VALENTIGNEY CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice clos le 31/12/2024

PROCOMPTA SAS
Commissaire aux comptes
6 rue de Franche-Comté
Valparc
25480 ECOLE-VALENTIN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

A l'Assemblée générale
de l'association **IDé**

43 rue Villedieu
BP 56
25701 VALENTIGNEY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale de l'association IDé,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association IDé relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments, que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

INCERTITUDE SIGNIFICATIVE LIEE A LA CONTINUITE D'EXPLOITATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Faits caractéristiques - Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable » de l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Votre association perçoit des subventions et concours publics pour le personnel en insertion. Nos travaux ont consisté à examiner les données et hypothèses utilisées pour les subventions/ concours publics comptabilisés sur l'exercice, à vérifier les calculs effectués et à contrôler le correct rattachement à l'exercice des sommes reçues ou à percevoir.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Besançon, le 6 juin 2025



Le Commissaire aux comptes
PROCOMPTA SAS
représentée par Pierre-Alain BARTHELEMY



Bilan ANC N° 2018-06

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	29 303	21 929	7 375	7 189
Autres immobilisations corporelles	6 906	6 906		
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	15 796		15 796	15 796
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts	5 267		5 267	5 267
Autres immobilisations financières	3 652		3 652	3 652
Total I	60 923	28 834	32 089	31 903
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	2 261		2 261	7 113
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	464 142	123 375	340 767	339 303
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	112 514	2 499	110 016	98 191
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	318 333		318 333	116 599
Charges constatées d'avance	3 118		3 118	3 573
Total II	900 369	125 873	774 495	564 778
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	961 292	154 708	806 584	596 681



Bilan ANC N° 2018-06

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	32 014	32 014
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables	32 014	32 014
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	-196 536	-183 630
Excédent ou déficit de l'exercice	-33 197	-12 906
Situation nette (sous-total)	-197 719	-164 522
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	23 956	24 968
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	-173 764	-139 554
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	1 187	
Provisions pour charges		
Total III	1 187	
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires	306	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	306	
Emprunts et dettes financières diverses	86 740	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	528 896	490 449
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	315 508	166 874
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	32 711	78 911
Produits constatés d'avance	15 000	
Total IV	979 161	736 235
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	806 584	596 681



Compte de Résultat ANC N°2018-06

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	12	12
Ventes de biens et de services	861 930	815 495
Ventes de biens	135	270
Ventes de prestations services	861 795	815 225
Produits de tiers financeurs	505 521	485 758
Concours publics et subventions d'exploitation	505 521	485 758
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. comptable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	99 639	65 947
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	366	645
Total I	1 467 467	1 367 856
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	635 750	609 999
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	21 769	20 845
Salaires et traitements	681 967	658 515
Charges sociales	132 654	116 260
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	21 900	5 825
Dotations aux provisions	1 187	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 204	1 190
Total II	1 497 430	1 412 634
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-29 962	-44 778
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	5 000	19 500
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés		54
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges	600	
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III	5 600	19 554
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 124	
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV	2 124	
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	3 476	19 554
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-26 486	-25 224
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	92	12 177
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charges	1 012	1 041
Total V	1 104	13 218



Compte de Résultat ANC N°2018-06

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	7 215	901
Sur opérations en capital	600	
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI	7 815	901
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-6 711	12 317
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 474 171	1 400 629
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	1 507 369	1 413 535
EXCEDENT OU DEFICIT	-33 197	-12 906
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole		
TOTAL		



COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : I.D.E.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 806 584 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 33 197 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/05/2025 par le Conseil d'Administration de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'Entreprise d'Insertion IDE a pour mission de mettre en activité des personnes en difficulté d'insertion, orientées par l'association DEFI, voire par d'autres structures d'insertion, agréées par Pôle Emploi. Elle propose des contrats de travail à durée déterminée tels que prévus par la réglementation, renouvelables plusieurs fois pour une durée maximum de 24 mois et sans indemnité de fin de mission, et elle construit avec chaque personne concernée un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1) - Règlement ANC 2018-06

Le nouveau règlement comptable ANC 2018-06 est appliqué depuis l'exercice ouvert au 1er janvier 2020.

2) - La structure est fiscalisée depuis l'exercice 2000 ;

3) - Aucun produit en cours constaté au 31/12/2024, les prestations réalisées au 31/12/2024 et non encore facturées sont inscrites en factures à établir.

4) - La provision pour indemnité de fin de carrière n'a pas été comptabilisée. Une estimation selon le principe de la méthode rétrospective des unités de crédit projetées définie par la norme comptable IAS N° 19 révisée par la norme FAS 87, conforme à la recommandation 2003 R-01 de CNC, aboutirait à un engagement de 6 774 € au 31 décembre 2024.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Départ à l'initiative du salarié
- Age de départ : 62 ans



Règles et méthodes comptables

- Taux de turn-over moyen
- Taux d'actualisation brut : 3.35 %
- Revalorisation annuelle moyenne des salaires : 2 %
- Table de mortalité : INSEE 2024
- Taux moyen de charges sociales :
Cadres : 45 %
Non cadres : 40 %

5) - La structure n'a pas eu recours au bénévolat pour la gestion de ses activités en dehors des membres de son Conseil d'Administration.

Charges à payer : le montant des charges à payer, parmi lesquelles peuvent figurer certaines charges considérées du point de vue de l'Administration Fiscale comme des "provisions" à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration de résultat. Cette récapitulation vaut état de fait.

Provisions pour risques et charges : conformément au règlement CRC 2000-06 appliqué à partir du 1er janvier 2002, des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

En date du 1er octobre 2024, il a été ouvert une procédure de redressement judiciaire au bénéfice de l'association Idé. Cette procédure a initié une période d'observation, toujours en cours à la date d'arrêt des comptes.

Dans le cadre de cette période d'observation, les méthodes comptables n'ont pas été modifiées pour la présentation des comptes clos le 31/12/2024, et, en particulier le principe de continuité d'exploitation n'a pas été remis en cause.

Pour tenir compte de l'ouverture de cette procédure, les dettes comptables antérieures à la date du 1er octobre 2024 sont présentées à plus d'un an sur l'état des créances et des dettes.

Le chiffre d'affaires d'Idé progresse en 2024 de 5.70 % représentant 46 K€.

Les achats revendus progressent également de 5.7% représentant 17 K€.

Les autres achats et charges externes se maintiennent.

Les charges de personnel augmentent de 40 K€ essentiellement expliquées par des soldes de tout compte.

Un dividende de 5 K€ a été perçu en 2024 d'ENVIE 2E.

A noter également une charge exceptionnelle de 7 K€, correspondant essentiellement à des régularisations de charges sur exercices antérieurs

L'année 2024 a été pour Idé une année extrêmement particulière et importante dans l'histoire de cette structure.

Nous avons démarré l'année avec une charge de travail qui n'était déjà pas suffisamment importante pour une période basse et avec à l'esprit un scénario envisageant un arrêt d'activité ou une mise sous protection de la justice par le biais d'un redressement judiciaire, si les résultats ne s'amélioraient pas très rapidement.

Nous avons constaté rapidement que plusieurs chantiers étaient gérés à perte, avec des chiffrages trop bas ou des conditions de réalisations ne nous permettant pas d'être à l'équilibre. Un gros travail d'analyse a été mené afin d'identifier les chantiers concernés et les actions à mener pour corriger les prix, négocier avec les donneurs d'ordre.

Arrivés en début d'été, le constat a été fait que les dettes accumulées devaient être gelées par un dépôt de bilan que nous avons acté en début d'automne et à effet au 1er octobre 2024.

Cette mise sous protection judiciaire doit nous permettre de stabiliser la situation économique et de mettre en place un plan d'apurement des dettes en 2025.

La charge de travail s'est stabilisée dans l'été, et nous avons pu mettre en place, grâce à notre partenariat très fort avec Neolia, réaliser des chantiers d'isolation thermique par l'extérieur.

Le reste de l'activité s'articule toujours autour de travaux de peinture intérieure, de rénovation mais aussi de travaux de plâtrerie et d'isolation.

Nous apportons aujourd'hui, la plus grande vigilance aux chiffrages réalisés, afin de s'assurer dès le début des chantiers que les erreurs réalisées en 2024, qui nous ont amené à une restructuration drastique des moyens humains et au remplacement du pilotage de l'activité, ne se reproduisent pas.

2024 était la date anniversaire de fin d'un contrat important qu'IDE a à gérer avec un bailleur social NEOLIA. Nous avons répondu et obtenu le marché, reconduit pour plusieurs années, ce qui permet d'imaginer une base d'activité satisfaisante sur ce volet.

Autres éléments significatifs

1) - Face aux difficultés de trésorerie rencontrées par IDé, et afin de préserver la pérennité de l'offre d'insertion assurée par l'ensemble des structures de «L'Ensemblier», l'association DéFI avait consenti plusieurs abandons de créances :

-> courant 2010 un abandon de créance à IDé pour un montant de 80 805 € au titre des prestations rendues au cours de l'exercice 2008. Cette convention est assortie d'une clause de retour à meilleure fortune, soit constatation d'un résultat comptable net avant impôt bénéficiaire et à condition que les dettes nées des prestations au titre de 2006 et 2007 soient remboursées totalement.

Au 31/12/2013, les dettes au titre des exercices 2006 et 2007 étaient apurées et le résultat de l'exercice 2013 s'élevait à 4 400.36 €. Un remboursement de cette dette avait, par conséquent, été comptabilisé pour une quote-part de 25% du résultat soit 1 100.09 €.

Par avenant en date du 13 mai 2015, les conditions de remboursement concernant cet abandon de créance ont été modifiées, elles



Faits caractéristiques

engagent IDé au remboursement, dans les six mois de la clôture, d'un montant de 20 % des bénéfices comptables générés jusqu'à épuisement total de la dette, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Constatation d'un résultat comptable bénéficiaire
- Fonds propres atteignent 100 000 €.

-> un second abandon de créance à hauteur de 100 000 € avait été consenti par DéFI en fin d'année 2012 concernant une partie des prestations rendues au cours de l'année 2010, afin de faciliter le retour à l'équilibre de la structure Idé.

Cette convention est également assortie d'une clause de retour à meilleure fortune, soit constatation d'un bénéfice net avant impôt bénéficiaire et des fonds propres atteignant un montant de 100 000 €, permettant ainsi de rembourser une somme égale à 20% des bénéfices comptables générés jusqu'à épuisement de la somme totale après constat du remboursement total des dettes générées au titre des années 2010, 2011 et 2012.

-> au 31/12/2018, l'association DéFI a octroyé un nouvel abandon de créance à hauteur de 35 K€ afin de permettre à la structure IDé d'équilibrer ses comptes au 31/12/2018. Cette convention est assortie des mêmes conditions de retour à meilleure fortune, soit constatation d'un bénéfice net avant impôt bénéficiaire et des fonds propres atteignant un montant de 100 000 €, permettant ainsi de rembourser une somme égale à 20% des bénéfices comptables générés jusqu'à épuisement de la somme totale après constat du remboursement total des dettes générées au titre des exercices antérieurs.

-> au 31/12/2024, le résultat de l'association IDé affiche une perte et les fonds propres restent inférieurs à 100 000 €, par conséquent les conditions de la clause de retour à meilleure fortune ne sont pas réalisées, donc aucun remboursement n'est comptabilisé au terme de cet exercice.

* Au 31/12/2024, la dette à l'encontre de l'association DéFI s'élève à 271 K€. Des factures non parvenues sont également comptabilisées pour 105 K€.

2) - SARL Définitions :

Etant donné les difficultés rencontrées par la structure depuis plusieurs exercices, les créances inscrites en compte avaient été provisionnées à 100% au 31/12/2023 dans les comptes de IDé, à savoir :

- créance sur des factures établies au titre de 2021 pour 1 215 € TTC
- créance sur des factures établies au titre de 2022 pour 998 € TTC
- une avance en trésorerie de 450 €

La société a été dissoute en 01/2025, les dettes ont été soldées en 2024 et les provisions reprises en totalité.

3) - SCI ECLA :

La SCI ECLA rencontre également des difficultés de trésorerie et se trouve actuellement dans l'impossibilité d'honorer ses dettes auprès de l'association IDé. Une provision à hauteur de 100% a donc été constituée sur la créance d'un montant TTC de 2 499 €.

4) - SARL ENVIE 2E :

La société ENVIE 2E a consenti une avance de trésorerie d'un montant de 45 220 € à IDE, le solde restant du au 31/12/2024 s'élève à 43 748.79 €.

5) - Association ERIGE :

L'association ERIGE a consenti une avance de trésorerie d'un montant de 24 628.61 € à IDE, le solde restant du au 31/12/2024 s'élève à 23 005.78 €.

5) - Association Les Jardins d'Idées :

L'association Les Jardins d'Idées a consenti une avance de trésorerie d'un montant de 21 394.73 € à IDE, le solde restant du au 31/12/2024 s'élève à 19 984.98 €.

Faits caractéristiques





Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	29 961	3 571	4 229	29 303
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	14 701		9 101	5 601
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 305			1 305
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	45 967	3 571	13 330	36 209
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations et créances rattachées	16 396		600	15 796
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	8 919			8 919
Immobilisations financières	25 314		600	24 714
ACTIF IMMOBILISE	71 282	3 571	13 930	60 923



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	22 772	3 386	4 229	21 929
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	14 701		9 101	5 601
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 305			1 305
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	38 778	3 386	13 330	28 834
ACTIF IMMOBILISE	38 778	3 386	13 330	28 834



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 591 525 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	2 832		2 832
Prêts	5 267		5 267
Autres	3 652		3 652
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	464 142	313 606	150 536
Autres	112 514	112 514	
Charges constatées d'avance	3 118	3 118	
Total	591 525	429 239	162 286
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES À ÉTABLI	118 866
R.R.R. OBTENIR	8 204
PRODUITS À RECEVOIR	9 490
Total	136 560

Des subventions d'exploitation et concours publics à recevoir sont comptabilisés au 31/12/2024 pour un montant de 78 018 €, dont 32 640 € concernent un financement FSE.



Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	600		600	
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	109 653	18 514	2 294	125 873
Total	110 253	18 514	2 894	125 873
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		18 514	2 294	
Financières			600	
Exceptionnelles				

Fonds propres



Notes sur le bilan

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds	32 014			32 014
Total fonds sans droit reprise	32 014			32 014
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise				
Ecarts de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à Nouveau	-183 630	-12 906		-196 536
Résultat de l'exercice	-12 906	-33 197	-12 906	-33 197
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement	24 968		1 012	23 956
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs				
Total fonds associatifs	-139 554	-46 104	-11 894	-173 764



Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges		1 187			1 187
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total		1 187			1 187
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		1 187			
Financières					
Exceptionnelles					

Une provision pour litige de 1 186.56 € a été constituée suite à une convocation devant le conseil de prud'hommes par une salariée.



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 979 161 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	306	306		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	86 740	34 019	52 721	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	528 896	47 268	481 628	
Dettes fiscales et sociales	315 508	160 566	154 942	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	32 711	32 711		
Produits constatés d'avance	15 000	15 000		
Total	979 161	289 871	689 291	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	91 243			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	4 504			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FRS FACTURES NON PARVENUES	45 579
INTÉRÊTS À PAYER	306
DETTES PROV/CONGÉS PAYÉS	29 848
PERS. CHARGES À PAYER	908
CH. SOC. / CONGÉS PAYÉS	6 879
ORG. SOC. CHARGES PAYER	332
ETAT, CHARGES À PAYER	518
ETAT CHARGES AVANT RJ	1 513
CLIENTS AVOIR À ÉTABLIR	14 304
Total	100 188



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AV	3 118		
Total	3 118		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AV	15 000		
Total	15 000		

Notes sur le compte de résultat



Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		332 650	81 471			414 121
Subventions d'exploitation	54 400	5 000	32 000			91 400
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement		1 012				1 012
						506 533

A compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2024, certains financements sont comptabilisés en concours publics et non en subventions. En effet, les contributions financières d'une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire sont à considérer comme étant des concours publics.

Ainsi, les aides à l'emploi accordées aux structures de l'Insertion par l'Activité Economique sont strictement encadrées par des textes légaux selon des modalités et des conditions précises.

Les concours publics sont présentés au compte de résultat avec les subventions d'exploitation dans la rubrique « Produits de tiers financeurs ».

Autres informations



Engagements financiers

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				31 200	31 200
Cumul exercices antérieurs				29 106	29 106
Dotations de l'exercice				2 094	2 094
Amortissements				31 200	31 200
Cumul exercices antérieurs				19 609	19 609
Exercice				7 591	7 591
Redevances payées				27 200	27 200
A un an au plus				7 591	7 591
A plus d'un an et cinq ans au plus				3 476	3 476
A plus de cinq ans					
Redevances restant à payer				11 067	11 067
A un an au plus					
A plus d'un an et cinq ans au plus				313	313
A plus de cinq ans					
Valeur résiduelle				313	313
Montant pris en charge dans l'exercice					